

<https://ricochets.cc/Defendre-un-fragile-pouvoir-d-achat-qui-enchaîne-a-la-marchandise-et-a-la-destruction-du-vivant-OU-conquerir-durablement-puissance-de-l-autonomie.html>



**Défendre un fragile pouvoir
d'achat qui enchaîne à la
marchandise et à la
destruction du vivant OU
conquérir durablement la
puissance de l'autonomie et de
l'agir ?**

Publication date: samedi 22 janvier 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Pour vivre décemment, ne pas être enchaîné aux fins (ou débuts) de mois difficiles, ne pas être dans le stress permanent de la survie et des dettes, [le pouvoir d'achat](#) est une question sensible, vitale, essentielle. Même les partis politiques en parlent ;-)

Il est bien logique et compréhensible dans le cadre de la société actuelle que les classes subalternes veulent la garantie d'un pouvoir d'achat correct.

D'ailleurs [depuis cet automne, des grèves se multiplient de manière inédite dans de nombreux secteurs pour réclamer des augmentations de salaires](#), afin de ne pas sombrer face aux multiples inflations (augmentation du prix des denrées et carburants, de l'électricité, du gaz...).

► sur l'inflation et ses conséquences :

- [Prix du gaz et logement mal isolé, la double peine des précaires](#) - Le prix du gaz en France et en Europe explose depuis plusieurs mois. Une augmentation aux causes multifactorielles, qui met en difficulté les personnes les plus précaires. (...) En 2021, 25 % des Français (contre 18 % en 2020) ont « rencontré des difficultés pour payer certaines factures de gaz ou d'électricité ». (...)
- [Se préparer à vivre avec l'inflation](#) - Même si certains aspects conjoncturels de l'inflation vont finir par s'estomper, d'autres, plus structurels, vont, au contraire, continuer à pousser les prix vers le haut. Un sujet dont les candidats à l'élection présidentielle doivent s'emparer.
- [Face aux hausses de prix, les moins aisés adaptent leurs modes de vie](#) - En raison de l'inflation et de la flambée du coût de l'énergie, les personnes les plus pauvres, et souvent les plus âgées, font des petites économies, et perdent des petits plaisirs, pour moins dépenser.
 - [Election présidentielle 2022 : « Le pouvoir d'achat peut être un vrai serial killer électoral »](#) - Les deux experts en communication Robert Zarader et Samuel Jequier observent, dans une tribune « au Monde », que la hausse des salaires est la question taboue qui fait trébucher les candidats à l'élection présidentielle depuis le début des années 2000. (...)
Ce temps du tabou est sans doute révolu. Car l'époque change : aux Etats-Unis, 4,3 millions de salariés ont quitté leur poste au mois d'août 2021, essentiellement en raison de conditions de salaires insatisfaisantes. Un record. En France, les difficultés de recrutement se multiplient, dans le secteur public comme privé.
La « grande démission », comme l'appellent les Américains, modifie les rapports de force sur le marché du travail et vient directement percuter les stratégies publiques (notamment celle d'une absence de hausse du smic depuis des décennies) et celles des employeurs. Il va donc bien falloir parler haut et fort salaires et rémunérations dans cette campagne !
- **Pendant que les plus pauvres se serrent davantage la ceinture, les milliardaires engrangent des records de milliards supplémentaires...**



Défendre un fragile pouvoir d'achat qui enchaîne à la marchandise et à la destruction du vivant OU conquérir durablement la puissance de l'autonomie et de l'agir ? L'auto-organisation et l'autonomie collective, pour sortir de la dépendance à l'Etat-capitalisme

Malgré tout, de nos jours, se focaliser uniquement sur les niveaux de salaires est-elle une option pertinente

?

Même à l'intérieur du cadre existant, le capitalisme et l'Etat auraient sans doute des ressources permettant de respecter un pouvoir d'achat correct pour les plus pauvres et classes moyennes « basses », mais l'augmentation des salaires est-elle compatible avec les impératifs de la concurrence mondiale et nationale ?

Vouloir renforcer le « pouvoir d'achat » pourrait bien valider et renforcer le système capitaliste et étatique

D'autre part, ne voir comme solutions que le pouvoir d'achat et la création d'emplois pourrait occulter les problèmes (sociaux, écologiques et climatiques) posés par le productivisme, la croissance, le consumérisme et le règne de la marchandise, l'industrie, le marché du travail, la valorisation du capital, l'argent, etc.

En réalité, **une fois les besoins essentiels (à définir) satisfaits, veut-on consommer à donf à l'aide d'un pouvoir d'achat important, ou préfère-t-on une vie sociale riche à base d'autonomie collective, de « décence commune », de prise en charge directe de nos moyens de subsistance ?**

Veut-on une légitime forme de sécurité matérielle pour les besoins essentiels (à définir collectivement), solidaire et soutenable (socialement et écologiquement), ou se soumettre au rêve toxique du mode de vie luxueux, destructeurs et dispendieux des plus riches ? Une quantitative ostentation matérielle au rabais (Sarkozy favorisait les hard discount pour les pauvres) ou une vie riche de liens, de qualité, de temps libéré... ?

Si on n'y prend pas garde, vouloir renforcer le « pouvoir d'achat » pourrait bien valider et renforcer le système capitaliste et étatique, l'argent et la marchandisation, et ainsi perpétuer le système de domination qui détruit la nature et les moyens de subsistances.

Je vais tenter en plusieurs rubriques d'explorer ces questions.

Les inégalités et la précarité, catalyseurs de révoltes

En France, les filets d'aide sociale et de services publics permettent encore à la plupart des habitants de garder la tête hors de l'eau.

Mais la situation se dégrade de plus en plus, les pressions du capitalisme triomphant gagnent sans cesse du terrain, le travail est sous contrainte, les droits au chômage sont rognés, les services publics détruits ou privatisés, les écarts d'inégalités explosent, les prix augmentent, le marché de l'immobilier augmente toujours mécaniquement ses prix, etc.

La précarité et les inégalités sont des moteurs de révoltes, ce qui a contribué par exemple à ...la révolution française.

L'Etat essaye de temporiser en lâchant parfois des sommes dérisoires, temporaires et méprisantes (100 balles et un mars suite aux gilets jaunes, idem récemment pour certains soignants ou en réaction aux hausses des prix de l'énergie). Pas sûr que ça suffise pour calmer la colère sourde motivée par la précarité, la dureté du travail et les inégalités abyssales (les milliardaires et les entreprises du CAC40 engrangent des bénéfices records).

Et puis cet inflation des prix pourrait être le catalyseur détonnant de tout le reste.

A présent, du fait aussi du morcellement des classes sociales, du culte martelé de « s'en sortir par soi-même » et de la perte croissante d'autonomie (disparition des paysans, technologisation, approvisionnements sur le marché mondial à flux tendu, spécialisation et morcellement des tâches), la précarité et la pauvreté sont vécues plus durement que dans les années 80-90.

Quand la situation devient trop difficile, la débrouille, le dos rond, la résignation ne sont plus possibles, c'est

alors la révolte générale ou les luttes pour les augmentations de salaires. D'autres évoquent plutôt l'instauration de prix bas garantis pour quantité de biens et services jugés essentiels.

ATTENTION : précarité et inégalités ne sont pas des problèmes passagers, ils sont liés structurellement au capitalisme et aux hiérarchies entretenues par l'Etat, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou entre les pays.

Les faux remèdes de la droite ou des extrêmes droites, les remèdes temporaires et limités de la gauche, ne pourront pas résoudre ces questions.

Sans sortir radicalement du capitalisme et de l'étatisme, ça ne va pas du tout s'arranger malgré les protestations et éventuelles réformes, voir rubrique suivante :

Le pouvoir d'achat au regard des contraintes et problèmes posés par le cadre capitaliste et étatique

Etat et capitalisme marchent ensemble malgré parfois certaines tensions.

Ils ont impérativement besoin l'un de l'autre.

Les contraintes fortes de la concurrence obligent la valorisation du capital à rogner partout où elle peut, notamment en délocalisant et en réduisant les effectifs, et aussi en généralisant les robots et les logiciels à base d'IA (Intelligence Artificielle, qu'il faudrait plutôt nommer « rationalité cybernétique ») à la place des humains. La cybernétique est moins coûteuse et plus productive que les humains.

L'Etat, en prise aux mêmes logiques et devant contribuer lui aussi à cette valorisation de l'argent ne peut pas être un rempart au capitalisme. Il doit même brader de nombreux secteurs profitables au marché qui en a besoin pour maintenir sa course (exemple typique : les concessions autoroutières).

L'Etat moderne est né avec le capitalisme, il a absolument besoin des énormes « richesses » générées par le productivisme forcé pour maintenir sa puissance et son contrôle social (entretenir des flics, des bureaucrates, des routes, garder des frontières, assurer des services aux peuples pour montrer qu'il n'est pas que parasite, etc.).

Le capitalisme a absolument besoin de l'Etat pour entretenir les infrastructures, créer des lois favorables au système marchand, contraindre par la loi certains excès de l'économie de marché pour éviter des crises trop nombreuses, renflouer l'Economie lors des crises qu'elle génère à répétition, réprimer par la force les révoltes anticapitalistes, former les jeunes au monde de l'Economie, contribuer à la conformité mentale via l'éducation nationale, etc.

Pour toutes ces raisons, auxquelles il faut ajouter la voracité égoïste des classes dirigeantes, l'Etat-capitalisme laisse toujours le minimum aux classes exploitées, aux prolétaires, aux salariés, que ce soit en terme de pouvoir ou de ressources. Quand les prolétaires se battent avec acharnement, ils obtiennent des miettes plus grosses, mais souvent ça ne dure pas, et l'Etat-capitalisme « reprend » dès que possible d'une autre main ce qui a été lâché auparavant.

De nos jours, vu les tensions mondiales de la concurrence, vu la saturation de certains marchés, les miettes que pourrait lâcher l'Etat-capitalisme ont tendance à se réduire. **D'autant plus que l'ère du pétrole pas cher, moteur de la croissance des PIB, touche à sa fin, amputant l'Etat-capitalisme d'une bonne part de sa vitale énergie. La civilisation industrielle va donc tomber sur un os, et la « redistribution » des « richesses » va en prendre un coup, ce sera plutôt la gestion policière des pénuries et l'administration autoritaire des désastres (voir l'avant goût léger avec le covid-19), et/ou un chaos beaucoup plus prégnant...**

Défendre le pouvoir d'achat sans critiquer l'Etat-capitalisme ni chercher à le démolir, c'est un peu comme réclamer des doses moins chères à un dealer de drogue dure.

La mafia, le business délétère, la dépendance, continuent.

Même si la drogue serait gratuite ce serait toujours de la daube inscrite dans un système de production et de

distribution hiérarchique et néfaste.

Visons plutôt le sevrage, la reprise en main des choix et des moyens de production, des choix de distribution, d'autres fabrications, d'autres techniques et d'autres objectifs.



Défendre un fragile pouvoir d'achat qui enchaîne à la marchandise et à la destruction du vivant OU conquérir durablement la puissance de l'autonomie et de l'agir ? La focalisation à courte vue sur les salaires enchaîne à l'Etat-capitalisme

Défendre un fragile pouvoir d'achat qui enchaîne à la marchandise et à la destruction du vivant OU conquérir durablement la puissance de l'autonomie et de l'agir ?

LE PIÈGE : un rapport de force important (type mai 68, [certains évoquent une possible grève générale](#)) pourrait peut-être permettre d'arracher à l'Etat-capitalisme du pouvoir d'achat, ce qui soulagerait de manière appréciable de nombreuses personnes.

Mais la machine économique est fragile, des économistes s'effraient d'une possible spirale inflationniste : inflation des prix -> hausse des salaires -> augmentation des prix pour compenser hausse des salaires et hausses de l'énergie et des matières premières -> etc.

En vue, des drames sociaux bien pires que ceux soulagés temporairement par un maintien ou une augmentation du pouvoir d'achat

Mais en rester là serait dramatique pour la suite car l'Etat-capitalisme, la civilisation industrielle, seraient toujours là à détruire la biosphère, à perturber très gravement le climat, et donc à attiser des drames sociaux bien pires que ceux soulagés temporairement par un maintien ou une augmentation du pouvoir d'achat.

Quand on galère chaque jour on voit surtout les possibles améliorations à court terme, le reste paraît trop lointain et hypothétique.

Pourtant, on aurait tout intérêt à porter les objectifs plus loin qu'une amélioration du pouvoir d'achat :

- ▶ [« Nous vivons de plus en plus dans un cocon numérique »](#) - Lier luttes politiques et formes de vie alternatives permettra aux citoyens d'accéder à plus d'autonomie, selon le philosophe Aurélien Berlan. Il appelle ainsi à désertier la mégamachine, et à lutter contre elle.

(...)

« La liberté comme délivrance s'est imposée contre d'autres aspirations, portées par les classes populaires »

« La liberté comme délivrance s'est imposée contre d'autres aspirations, portées par les classes populaires. Quand on examine la texture de leur mode de vie ou les luttes qu'elles ont pu mener, on voit qu'elles ne se battaient pas pour être déchargées des nécessités de la vie, mais pour accéder aux ressources permettant de les prendre en charge elles-mêmes : la terre, les forêts, les sources, etc. On retrouve des luttes de ce genre partout et à toutes les époques, au XIXe siècle en France, avec la « guerre des Demoiselles » en Ariège, aujourd'hui dans ce qu'on appelle l'écologisme des pauvres ou dans la lutte des femmes Chipko en Inde contre la déforestation.

Pour les classes populaires, s'émanciper ne signifiait pas être exonéré des tâches quotidiennes, mais les assumer pour se libérer des rapports de domination. Contre l'idéal de délivrance par l'abondance qui est au cœur de notre modernité industrielle, elles exigeaient l'autonomie par l'autosuffisance et l'accès aux ressources locales.

Comment cette recherche de l'autonomie se traduit-elle ?

Cette autonomie se joue au moins sur trois plans. Celui des besoins, celui des techniques et celui des ressources. Je me suis inspiré du penseur anarchiste de la fin du XIXe siècle Gustav Landauer pour dégager ces trois dimensions. Pour créer le socialisme, il disait qu'il n'y avait pas besoin d'attendre l'apocalypse ni les conditions objectives dont parlaient les marxistes ; on avait juste besoin de trois choses : « la faim, les mains et la terre ». La faim, c'est la métaphore des besoins, les mains, la métaphore des capacités techniques et la terre, la métaphore des ressources. **Être autonome, c'est pouvoir à nos propres besoins, faire par nos propres moyens et vivre de nos propres ressources.**

(...)

Mais attention, une telle autonomie n'est pas synonyme d'indépendance matérielle. Car l'indépendance est un mythe. **C'est une autonomie sociale, qui se conquiert et se cultive collectivement. L'acte fondateur de cette autonomie, ce n'est pas une déclaration d'indépendance, comme dans les grands récits de la modernité, c'est plutôt une reconnaissance d'interdépendance. Il ne s'agit pas de sortir de toute dépendance, mais de nous libérer des dépendances asymétriques qui nous ligotent aux organisations industrielles. Il nous faut reconstruire des interdépendances personnelles pour desserrer l'étau des dépendances anonymes.** Cela nécessite aussi de réinterroger les outils et les techniques que l'on utilise et d'accepter également une certaine forme d'ancrage local.

(...) »

Le pouvoir d'achat, c'est être acheté et sans pouvoir

Le pouvoir d'achat, c'est toujours l'impuissance politique, la soumission sociale et la dépendance économique.

Le pouvoir d'achat, c'est le règne de la marchandise, c'est être acheté et sans pouvoir, c'est continuer à être dépossédé de nos vies et de nos moyens de subsistance par la mégamachine.

L'Etat-capitalisme nous veut dépendant, à sa merci, laissant les décisions aux élus, experts et entrepreneurs.

La puissance de l'autonomie collective et des luttes radicales permettrait d'en sortir.



Défendre un fragile pouvoir d'achat qui enchaîne à la marchandise et à la destruction du vivant OU

conquérir durablement la puissance de l'autonomie et de l'agir ?

Par quel bout attaquer le problème des moyens d'existence ?

Que faire à l'instant T ?

Beaucoup vont dire : « *c'est bien joli ces utopies révolutionnaires hors sol qui font rêver les gens confortables, mais en attendant il faut bien bouffer et boucler le mois, donc on veut des salaires plus élevés et/ou des prix bas garantis pour les choses qu'on juge essentielles. Le capitalisme et l'Etat, on verra plus tard* »

...c'est à dire en réalité jamais ?

C'est le gros problème de la tension insoluble entre l'urgence de viser des réformes pour de ne pas crever la dalle à l'instant T, et l'urgence de tout changer radicalement pour ne pas crever encore plus la dalle demain ou après-demain.

Une précarité, des inégalités, des pénuries au centuple de celles qu'on croit résorber

L'ennui, c'est qu'au train où vont les destructions sociales, climatiques et écologiques, il risque de ne pas y avoir d'après, ou disons un après des plus noir, avec une précarité, des inégalités, des pénuries au centuple de celles qu'on croit résorber en se focalisant uniquement sur le « pouvoir d'achat ».

Ca aurait pu être le rôle de la gauche d'essayer de faire coïncider vie digne pour toutes, respect des réalités écologiques et démolition de l'Etat-capitalisme. En réalité, la gauche a livré/abandonné les classes populaires au libre Marché et à l'Etat, et donc à la dépossession et à l'impuissance. Elle a vu l'Etat comme un possible rempart et elle est inféodée au libéralisme, au productivisme. Elle a été piégée par ses propres contradictions, ses renoncements, son enlisement dans les appareils, sa soumission à la logique capitaliste et techno-industrielle.

La gauche « de gouvernement » préfère, peut-être inconsciemment, des peuples démunis et impuissants, qu'on peut s'attacher via promesses et clientélismes (comme les autres partis « présidentiables »), plutôt que des peuples autonomes et puissants qui n'ont pas besoin des partis pour résister et s'organiser ?

A l'heure actuelle, pour sortir des ornières, ça va être dur, on s'est tellement enlisé...

Les pistes « classiques » sont à reprendre :

- Faire porter davantage une critique radicale de l'Etat-capitalisme, pour populariser les idées et augmenter le nombre des soutiens, même lointains
- Faire grandir des réseaux d'autonomie collective locale (type « coopérative intégrale »), des assemblées locales autonomes, qui sont en lien avec des luttes radicales
- En parallèle, trouver des moyens pour soulager les difficultés matérielles des plus précaires (en dehors de l'Etat-capitalisme) : caisses mutuelles, solidarité, chantiers, magasins solidaires...
- Accentuer les luttes radicales pour démolir l'Etat-capitalisme (en ciblant des éléments clefs, qui ne peuvent pas être récupérés par des manoeuvres et réformettes) et le maintenir à distance des débuts de réseaux d'autonomie et d'instances de démocratie directe
- Profiter des failles et des moments de relative faiblesse de la civilisation industrielle pour enfoncer des clous

Ca semble assez énorme et, pour l'instant, improbable un tel programme !

Raison de plus pour s'y mettre immédiatement.

PS:

En complément

- [COP26, climat, précarité... : Non les coupables ne sont pas les 1% de très riches et les financiers, mais le rapport social capitaliste](#) - Finance, Travail et « économie réelle » font partie intégrante du problème
- [Critiquer radicalement la société technologique et capitaliste, pour ouvrir des voies d'émancipation sociale inventant leurs propres techniques](#) - S'émanciper de la domination technicienne et capitaliste, ce n'est pas retourner à la bougie, c'est inventer d'autres techniques, correspondant aux choix collectifs
- [Une fausse délivrance de la condition terrestre par le techno-capitalisme et l'Etat, ou une vraie autonomie matérielle et politique ?](#) - L'enchaînement à la Mégamachine et la destruction du vivant dans une quête impossible, ou la fin des dominations via l'autonomie assumée ?
- [En voulant se mettre au dessus de la nature, se déli-vrer de toute tâche manuelle et de tout effort physique, on subit finalement tyrannies et destructions](#) - L'idée de liberté comme abolition des nécessités vivantes et collectives mène aux pires souffrances et aliénations
- [L'émancipation sociale n'a rien à voir avec une gauche alter-capitaliste et alter-étatiste](#) - Livre essentiel : « Sous le Soleil noir du capital. Chroniques d'une ère de ténèbres »
- [Climat : ce n'est pas l'appât égoïste du profit qui détruit les mondes vivants, mais un système délétère et mécanique du fait de ses lois internes](#) - La Mégamachine se fout de nos degrés de vertues morales
- [La gauche croit encore qu'industrie, science et technologie pourraient rimer avec liberté, démocratie, écologie et égalité](#) - Il est temps de quitter ce mythe dévastateur et de chercher l'émancipation et le bien vivre autrement
- [Dans le miroir de la "petite école" zapatiste : la guerre contre la subsistance, hier et aujourd'hui](#)
Jean Robert croise l'expérience de la petite école zapatiste et certains aspects de la pensée d'Illlich, notamment autour de la notion de "guerre contre la subsistance", comme dispositif contre les capacités d'autonomie populaire
(...)
Corrélativement à cette perte d'autonomie, la modernisation s'accompagne d'un processus de polarisation sociale, c'est-à-dire d'une augmentation constante de la brèche entre les riches et les pauvres, ceux d'« en haut » et ceux d'« en bas », comme le dit en mots simples, le Sous-commandant zapatiste Marcos. Et plus riches et pauvres deviennent dépendants du marché, plus s'intensifie la polarisation de leurs conditions respectives, comme pour camoufler leur misère commune.